

Audience publique du 14 juin 2021

Recours formé par Madame ... et consort, ...,
contre deux décisions du ministre de l'Immigration et de l'Asile
en matière de police des étrangers

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 44213 du rôle et déposée le 28 février 2020 au greffe du tribunal administratif par Maître Ardavan Fatholahzadeh, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Madame ..., née le ... à ... (Iran), de nationalité iranienne, demeurant actuellement à ..., et de son époux, Monsieur ..., né le ... à ... (Iran), de nationalité iranienne, demeurant actuellement à L-..., tendant à l'annulation d'une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 19 août 2019 et d'une décision du 3 janvier 2020 prise par le même ministre sur recours gracieux, rejetant la demande de regroupement familial dans le chef de Madame ... ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 9 juillet 2020 ;

Vu la constitution de nouvel avocat déposée au greffe du tribunal administratif le 27 janvier 2021 par Maître Michel Karp, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats de Luxembourg, au nom de Monsieur ... ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions attaquées ;

Vu la circulaire du président du tribunal administratif du 22 mai 2020 portant notamment sur la présence physique des représentants des parties au cours des plaidoiries relatives à des affaires régies par des procédures écrites ;

Vu le courrier électronique de Maître Michel Karp du 11 février 2021 informant le tribunal que l'affaire pouvait être prise en délibéré en dehors de sa présence ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Madame le délégué du gouvernement Tara Desorbay en sa plaidoirie à l'audience publique du 22 février 2021.

En date du 19 octobre 2015, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, ci-après désigné par « le ministère », une demande de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, entretemps abrogée par la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, ci-après désignée par « la loi du 18 décembre 2015 ».

Par décision du 3 juillet 2017, notifiée en mains propres le 5 juillet 2017 à l'intéressé, le ministre de l'Immigration et de l'Asile, ci-après désigné par « le ministre », lui accorda le statut de réfugié au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951.

Monsieur ... déposa en date du 27 juin 2019 une demande en autorisation de séjour du membre de famille d'un ressortissant de pays tiers à la direction de l'Immigration, en vue de l'obtention d'un regroupement familial dans le chef de son épouse, Madame ...

Le 19 août 2019, le ministre refusa de faire droit à la demande de regroupement familial introduite par Monsieur ... dans les termes suivants :

« (...) J'accuse bonne réception de votre courrier reprenant l'objet sous rubrique qui m'est parvenu en date du 27 juin 2019.

Je suis au regret de vous informer que je ne suis pas en mesure de faire droit à votre requête. En effet, en application de l'article 69, paragraphe (1) de loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, je vous signale que le ressortissant de pays peut demander le regroupement familial des membres de famille définis à l'article 70 s'il rapporte la preuve qu'il dispose de ressources stables, régulières et suffisantes pour subvenir à ses propres besoins et ceux des membres de famille qui sont à sa charge, sans recourir au système d'aide sociale.

Conformément à l'article 6, paragraphe (1) du règlement grand-ducal modifié du 5 septembre 2008, définissant les critères de ressources et de logement prévu par la loi du 29 août 2008, l'évolution prospective de la probabilité de maintien des ressources stables, régulières et suffisantes est fondée sur un pronostic selon lequel les ressources pourront raisonnablement être disponibles durant l'année suivante de la date de dépôt de la demande de regroupement familial, de sorte que le regroupant ne doit pas recourir au système d'aide sociale. Le ministre peut tenir compte des revenus du regroupant au cours des six mois qui ont précédé la demande.

Or, vu que votre revenu se compose d'une partie du revenu minimum garanti, vous ne disposez pas de ressources suffisantes personnelles pour subvenir à vos besoins et ceux des membres de famille à votre charge sans recourir au système d'aide sociale.

À titre subsidiaire, de Madame ... n'apporte pas de preuve qu'elle remplit les conditions afin de pouvoir bénéficier d'une autorisation de séjour dont les catégories sont fixées à l'article 38 de la loi du 29 août 2008 précitée.

Par conséquent, l'autorisation de séjour lui est refusée sur base des articles 75 et 101, paragraphe (1), point 1. de la loi du 29 août 2008 précitée. (...) ».

Par courrier du 28 octobre 2019, entré au ministère le lendemain, Monsieur ... introduisit, par l'intermédiaire de son litismandataire de l'époque, un recours gracieux à l'encontre de la décision du 19 août 2019 en soumettant un contrat de travail à durée déterminée.

Le 3 janvier 2020, le ministre confirma sa décision du 19 août 2019 dans les termes suivants :

« (...) J'accuse bonne réception de vos courriers qui reprennent l'objet sous rubrique et qui me sont parvenus en date des 29 octobre et 9 novembre 2019.

Monsieur ... a signé un contrat de travail à durée déterminée avec le ... en date du 25 octobre 2019 qui se termine le 27 mars 2020 et dont vous me faites parvenir une copie.

Je vous rappelle que vu la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen concernant les lignes directrices pour l'application de la directive 2003/86/CE relative au droit au regroupement familial du 3 avril 2014, « l'évaluation de la stabilité et de la régularité des ressources doit être fondée sur un pronostic selon lequel les ressources pourront raisonnablement être disponibles dans un avenir prévisible, de sorte que le demandeur n'ait pas besoin de recourir au système d'aide sociale. A cette fin, le demandeur peut fournir la preuve qu'il dispose et continuera à disposer de ressources d'un certain niveau sur une base régulière. »

Au vu de l'arrêt du 21 avril 2016 prononcé par la Cour de Justice européenne dans l'affaire C-558/14, « l'article 7, paragraphe 1, sous c), de la directive 2003/86/CE du Conseil, du 22 septembre 2003, relative au droit au regroupement familial, doit être interprété en ce sens qu'il permet aux autorités compétentes d'un État membre de fonder le refus d'une demande de regroupement familial sur une évaluation prospective de la probabilité de maintien ou non des ressources stables, régulières et suffisantes dont doit disposer le regroupant pour subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille sans recourir au système d'aide sociale de cet État membre, durant l'année suivant la date de dépôt de cette demande, cette évaluation étant fondée sur l'évolution des revenus du regroupant au cours des six mois qui ont précédé cette date ».

Les ressources de Monsieur ... ne sont pas à considérer comme stables et suffisantes alors que son salaire équivaut au montant du salaire social minimum d'un travailleur non-qualifié que depuis le mois de novembre 2019, qu'il a perçu le revenu d'intégration sociale entre 2017 et octobre 2019 et que le contrat de travail susmentionné prendra fin le 27 mars 2020.

Au vu des développements qui précèdent, les conditions fixées à l'article 69, paragraphe (1), point 1. de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et de l'immigration ne sont pas remplies.

Je suis par conséquent au regret de vous informer que je ne peux que confirmer ma décision du 19 août 2019 dans son intégralité. (...) ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 28 février 2020, Monsieur ... et son épouse, Madame ..., ont fait introduire un recours tendant à l'annulation des décisions ministérielles précitées des 19 août 2019 et 3 janvier 2020.

L'article 113 de la loi modifiée du 29 août 2008 relative à la libre circulation des personnes et l'immigration, ci-après désignée par « la loi du 29 août 2008 », prévoyant un recours en annulation à l'encontre des décisions visées aux articles 109 et 112 de la même loi, renvoyant à l'article 101 sur le fondement duquel les décisions ont été prises, le recours en annulation est recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de leur recours et en fait, les demandeurs font valoir qu'ils se seraient mariés en Turquie en date du 20 février 2019, étant donné qu'ils n'auraient pas pu se rendre dans leur pays d'origine, Madame ... en raison de « *ses problèmes politiques et religieux* » et Monsieur ... en raison du fait qu'il risquerait de se faire arrêter. Ils soutiennent que Monsieur ...

bénéficierait d'un contrat de travail à durée déterminée en tant que travailleur non qualifié, qui aurait été prolongé jusqu'au 27 octobre 2020.

En droit, les demandeurs font valoir, après avoir cité l'article 69 de la loi du 29 août 2008, l'article 7 de la directive 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial, ci-après désignée par « la directive 2003/86/CE » et l'arrêt « *Rhimou Chakroun c. Minister van Buitenlandse Zaken* » du 4 mars 2010 de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), inscrit sous le numéro de rôle C-578/08, selon lequel l'objectif de la directive 2003/86/CE serait de favoriser le regroupement familial et qu'il appartiendrait, à cet effet, à chaque Etat membre de faire preuve de souplesse quant à l'exigence de ressources financières suffisantes, que ce serait à tort que le ministre aurait conclu à l'insuffisance des ressources de Monsieur Ils citent dans ce contexte encore le rapport de la Commission au Parlement Européen et au Conseil du 29 mars 2019 sur l'application de la directive 2003/86/CE relative au droit au regroupement familial.

Les demandeurs avancent ensuite une violation de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, ci-après désignée « la CEDH », en faisant valoir que le refus de la demande d'autorisation de séjour dans le chef de Madame ... constituerait une ingérence dans leur vie privée et familiale et que dans la mesure où ils formeraient une famille, leur intérêt commun serait de vivre ensemble au Luxembourg, étant donné que la demanderesse ne disposerait pas d'un titre de séjour en Turquie – sa demande de protection internationale introduite en date du 3 janvier 2018 n'ayant pas encore fait l'objet d'une décision.

En dernier lieu, les demandeurs invoquent une violation des principes généraux du droit et plus précisément du principe de proportionnalité. Ils estiment que les décisions déferées empêcheraient le regroupement familial, de sorte à devoir être considérées comme une ingérence disproportionnée face au principe de l'unité familiale.

Dans le dispositif de leur requête introductive d'instance, les demandeurs concluent encore à une violation de l'article 7 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, ci-après désignée par « la Charte ».

Le délégué du gouvernement conclut au rejet du recours.

Aux termes de l'article 69 « (1) *Le ressortissant de pays tiers qui est titulaire d'un titre de séjour d'une durée de validité d'au moins un an et qui a une perspective fondée d'obtenir un droit de séjour de longue durée peut demander le regroupement familial des membres de sa famille définis à l'article 70, s'il remplit les conditions suivantes:*

- 1. il rapporte la preuve qu'il dispose de ressources stables, régulières et suffisantes pour subvenir à ses propres besoins et ceux des membres de sa famille qui sont à sa charge, sans recourir au système d'aide sociale, conformément aux conditions et modalités prévues par règlement grand-ducal;*
- 2. il dispose d'un logement approprié pour recevoir le ou les membres de sa famille;*
- 3. il dispose de la couverture d'une assurance maladie pour lui-même et pour les membres de sa famille. (...) ».*

Aux termes de l'article 70 (1) de la même loi, « (1) *Sans préjudice des conditions fixées à l'article 69 dans le chef du regroupant, et sous condition qu'ils ne représentent pas un danger*

pour l'ordre public, la sécurité publique ou la santé publique, l'entrée et le séjour est autorisé aux membres de famille ressortissants de pays tiers suivants :

- a) le conjoint du regroupant ;*
- b) le partenaire (...);*
- c) les enfants célibataires de moins de dix-huit ans du regroupant (...).*

L'article 6 du règlement grand-ducal du 5 septembre 2008 définissant les critères de ressources et de logement prévus par la loi du 29 août 2008, désigné ci-après par « le règlement grand-ducal du 5 septembre 2008 » prévoit, quant à lui, que : « (1) Pour l'application de l'article 69, paragraphe (1), point 1 de la loi, le niveau des ressources du ressortissant de pays tiers qui sollicite le regroupement familial des membres de sa famille est apprécié par référence à la moyenne du taux mensuel du salaire social minimum d'un travailleur non qualifié sur une durée de douze mois. Lorsque le niveau de cette référence est atteint, les ressources sont considérées comme suffisantes.

Lorsque le niveau des ressources du demandeur n'atteint pas la moyenne visée à l'alinéa qui précède, le ministre peut néanmoins émettre une décision favorable en tenant compte de l'évolution de la situation de l'intéressé, notamment par rapport à la stabilité de son emploi et à ses revenus ou par rapport au fait qu'il est propriétaire de son logement ou en jouit à titre gratuit.

(2) Pour l'appréciation des ressources visées au paragraphe (1) qui précède, sont pris en considération les revenus provenant d'une activité salariée ou indépendante, y compris les revenus de remplacement, de même que les revenus provenant du patrimoine. Outre les ressources personnelles du demandeur, sont également prises en compte les ressources du conjoint qui alimentent de manière stable le budget de la famille.

(3) Les documents justifiant de ressources suffisantes doivent être afférents à la période des douze mois précédant le dépôt de la demande. ».

L'article 69 (1) de la loi du 29 août 2008 consacre dès lors le droit du ressortissant de pays tiers qui est titulaire d'un titre de séjour d'une durée de validité d'au moins un an et ayant une perspective fondée d'obtenir un droit de séjour de longue durée et qui séjourne depuis au moins douze mois sur le territoire luxembourgeois, de demander le regroupement familial des personnes visées à l'article 70 précité, à condition notamment qu'il dispose de ressources stables, régulières et suffisantes pour subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille qui sont à sa charge et ce sans recourir au système d'aide sociale, étant relevé que les conditions tenant à la stabilité, la régularité et la suffisance des ressources sont énoncées de manière cumulative, de sorte que le non-respect d'une de ces conditions justifie en principe le refus du regroupement sollicité.

En l'espèce, la décision déferée est fondée sur le constat que Monsieur ... ne remplirait pas les conditions tenant à des ressources stables, régulières et suffisantes, le ministre ayant plus particulièrement mis en avant le fait qu'au vu de son salaire de référence sur les douze derniers mois, les ressources de ce dernier ne seraient pas suffisantes pour couvrir ses besoins et ceux de sa famille, à savoir son épouse, sans recourir au système d'aide sociale, tout en soulignant que le demandeur aurait perçu le revenu d'intégration sociale entre 2017 et octobre 2019 et qu'il ne bénéficierait du salaire social minimum d'un travailleur non-qualifié que depuis le mois de novembre 2019 dans le cadre d'un contrat de travail ayant pris fin le 27 mars 2020.

S'agissant des pièces versées postérieurement aux décisions déférées, il échet de rappeler que dans le cadre d'un recours en annulation, le juge n'est pas, comme en matière de réformation, appelé à refaire l'acte en substituant son appréciation à celle de l'auteur de la décision administrative entreprise en ayant égard à des éléments d'opportunité autant que de légalité, son pouvoir se confinant à contrôler si, eu égard à la situation en fait et en droit ayant existé au moment où il a statué, l'auteur de la décision n'a pas commis une erreur en droit et, dans la mesure où il dispose d'un pouvoir discrétionnaire, il n'est pas sorti de sa marge d'appréciation. La situation à prendre en compte est celle existant objectivement au moment où l'auteur de la décision administrative a statué. Le juge de l'annulation ne saurait prendre en considération ni des éléments de fait, ni des changements législatifs ou réglementaires s'étant produits postérieurement à la prise de la décision. L'administré n'en pâtit pas puisque dans une telle hypothèse, il peut faire état d'un élément nouveau lui permettant de solliciter une nouvelle décision et obligeant l'autorité administrative à statuer à nouveau, sur base de la nouvelle situation en fait ou en droit. Une annulation de la décision administrative par le juge sur base d'un changement en fait ou en droit intervenu en cours d'instance ne serait pas d'une réelle utilité pour l'administré qui devrait alors, de toute manière, attendre la prise d'une nouvelle décision par l'administration, le juge administratif ne pouvant prendre une décision tenant compte de la nouvelle situation en lieu et place de l'administration¹

Ainsi, les pièces versées par les demandeurs concernant la situation financière de Monsieur ..., dont notamment l'avenant au contrat de travail signé le 18 février 2020 versé par les demandeurs, prorogeant le contrat de travail initial de 7 mois jusqu'au 27 octobre 2020, ainsi que le certificat médical du docteur ... du 1^{er} février 2021 certifiant que l'état de santé de Monsieur ... « *ne lui permet[trait] pas de travailler, et ceci jusqu'à nouvel ordre* », ne sont pas pris en compte dans l'appréciation du bien-fondé du présent recours, en ce qu'ils portent sur des faits survenus postérieurement à la prise des décisions déférées.

Au vu du fait que le ministre disposait uniquement d'un contrat de travail à durée déterminée jusqu'au 27 mars 2020 et qu'il a pu constater qu'entre juillet 2017 et novembre 2019, Monsieur ... bénéficiait d'allocations payées par le Fonds national de solidarité, c'est à bon droit que le ministre a conclu que Monsieur ... ne disposait pas de ressources stables et régulières sans qu'il n'y ait lieu de vérifier si lesdites ressources sont suffisantes, étant donné que, tel que le tribunal l'a retenu ci-avant, les conditions tenant à la stabilité, la régularité et la suffisance des ressources doivent être cumulativement remplies, étant encore précisé que le ministre peut refuser une demande de regroupement familial sur une évaluation prospective de la probabilité de maintien ou non des ressources stables, régulières et suffisantes dont doit disposer le regroupant pour subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille sans recourir au système d'aide sociale durant l'année suivant la date de dépôt de cette demande, tel qu'avancé à juste titre par le délégué du gouvernement en s'appuyant sur l'arrêt C-558/14 de la CJUE du 21 avril 2016².

Partant, c'est à bon droit que le ministre a considéré que les conditions de l'article 69 (1) de la loi du 29 août 2008 n'étaient pas remplies et qu'il a de ce fait refusé de faire droit à la demande de regroupement familial dans le chef de Madame ... sans avoir violé l'article 6, paragraphe 1 du règlement grand-ducal du 5 septembre 2008, respectivement l'article 7 de la directive 2003/86/CE selon lequel « *Lors du dépôt de la demande de regroupement familial, l'État membre concerné peut exiger de la personne qui a introduit la demande de fournir la preuve que le regroupant dispose: (...) c) de ressources stables, régulières et suffisantes pour*

¹ Cour adm., 25 février 2014, n° 32165C du rôle, Pas. adm. 2020, V° Recours en annulation, n° 27 et les autres références y citées.

² CJUE, 21 avril 2016, C-558/14, Mimoun C/ Subdelegación del Gobierno en Alava, paragraphe 48.

subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille sans recourir au système d'aide sociale de l'État membre concerné. Les États membres évaluent ces ressources par rapport à leur nature et leur régularité et peuvent tenir compte du niveau des rémunérations et des pensions minimales nationales ainsi que du nombre de membres que compte la famille. (...) », étant précisé que l'arrêt de la CJUE du 4 mars 2010, tel qu'invoqué par les demandeurs, ne saurait être rapproché au cas d'espèce, étant donné qu'il a trait à la question de savoir si une personne bénéficiant de ressources stables, régulières et suffisantes lui permettant de subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille, mais qui, eu égard au niveau de ses revenus, pourrait néanmoins faire appel à une assistance spéciale en cas de dépenses particulières et individuellement déterminées nécessaires à sa subsistance ou à des remises d'impôt accordées par des collectivités locales et que le tribunal est arrivé à la conclusion que Monsieur ... ne bénéficie pas de ressources stables et régulières.

Quant au moyen tiré d'une violation de l'article 8 de la CEDH et de l'article 7 de la Charte, le tribunal relève qu'aux termes de l'article 8 de la CEDH : « *1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.*

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. ».

Aux termes de l'article 7 de la Charte « *Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de ses communications.* ».

En matière d'immigration, le droit au regroupement familial est reconnu s'il existe des attaches suffisamment fortes avec l'Etat dans lequel le noyau familial entend s'installer, consistant en des obstacles rendant difficile de quitter ledit Etat d'accueil ou des obstacles rendant difficile de rester ou de s'installer dans l'Etat d'origine. Cependant, l'article 8 de la CEDH ne saurait s'interpréter comme comportant pour un Etat contractant l'obligation générale de respecter le choix par les membres d'une famille de leur domicile commun et d'accepter l'installation d'un membre non national d'une famille dans le pays. En effet, l'article 8 de la CEDH ne garantit pas le droit de choisir le lieu le plus approprié pour développer une vie familiale et il faut des raisons convaincantes pour qu'un droit de séjour puisse être fondé sur cette disposition.

Il échet, par ailleurs, de rappeler que la notion de vie familiale ne se résume pas uniquement à l'existence d'un lien de parenté, mais requiert un lien réel et suffisamment étroit entre les différents membres dans le sens d'une vie familiale effective, c'est-à-dire caractérisée par des relations réelles et suffisamment étroites parmi ses membres, et existantes, voire préexistantes à l'entrée sur le territoire national³. Ainsi, le but du regroupement familial est de reconstituer l'unité familiale, avec impossibilité corrélative pour les intéressés de s'installer et de mener une vie familiale normale dans un autre pays⁴.

L'effectivité d'une vie familiale est un des critères déterminants afin de retenir l'existence d'une vie familiale au sens de l'article 8 de la CEDH, qui désigne une relation effectivement vécue et s'attache moins aux catégories juridiques qu'au tissu affectif existant. Il

³ Cour adm. 12 octobre 2004, n° 18241C du rôle, Pas. adm. 2020, V° Etrangers, n° 454 et autres références y citées.

⁴ Cour adm. 12 octobre 2004, n° 18241C du rôle, Pas. adm. 2020, V° Etrangers, n° 459 et autres références y citées.

s'ensuit que le seul fait de la célébration du mariage n'est pas suffisant pour justifier l'existence d'une vie familiale susceptible d'être protégée à travers l'article 8 de la CEDH. Il faut, au-delà de la conclusion d'un mariage, que soit démontrée l'effectivité d'une relation stable et étroite, qui se manifeste en principe pour un couple par une cohabitation durable ou du moins par un projet sérieux de vie commune se traduisant par des contacts réguliers et suffisamment étroits.⁵

Force est de constater que ni les pièces versées à l'appui de la demande de regroupement familial ni celles versées pendant la procédure contentieuse ne sont de nature à établir une vie familiale effective de Monsieur ... avec Madame ... répondant aux critères de l'article 8 de la CEDH.

En effet, il ressort des éléments en cause que Monsieur ... se trouve sur le territoire luxembourgeois depuis octobre 2015 et qu'avant d'épouser en date du 20 février 2019 Madame ..., qu'il a rencontrée par le biais de la famille de cette dernière, il s'est rendu à seulement 2 reprises en Turquie « *afin de faire des démarches pour [leur] mariage* » et afin qu'ils puissent se rencontrer⁶. Ces éléments ne permettent cependant pas d'établir qu'un contact régulier aurait existé entre les demandeurs permettant de conclure à l'existence d'une vie familiale réelle et effective.

Les demandeurs restent dès lors en défaut de rapporter la preuve d'une vie familiale réelle et effective qu'il conviendrait de protéger par le biais de l'article 8 de la CEDH, de sorte que le moyen afférent est à rejeter. Dans un même ordre d'idées, il y a lieu de rejeter le moyen des demandeurs fondé sur une violation de l'article 7 de la Charte.

Au vu de l'analyse qui précède, le tribunal doit également conclure que le moyen fondé sur la violation du principe de proportionnalité des décisions déferées est également à rejeter.

Il échet d'abord de préciser que si le ministre dispose en la matière d'un pouvoir d'appréciation discrétionnaire, cela ne doit cependant pas l'empêcher de respecter ledit principe. Ainsi, le pouvoir discrétionnaire du ministre n'échappe pas au contrôle des juridictions administratives, en ce que le ministre ne saurait verser dans l'arbitraire. En effet, confronté à une décision relevant d'un pouvoir d'appréciation étendu, le juge administratif, saisi d'un recours en annulation, est appelé à vérifier, d'après les pièces et éléments du dossier administratif, si les faits sur lesquels s'est fondée l'administration, sont matériellement établis à l'exclusion de tout doute et s'ils sont de nature à justifier la décision, de même qu'il peut examiner le caractère proportionnel de la mesure prise par rapport aux faits établis. Au cas où une disproportion devait être retenue par le tribunal administratif, celle-ci laisserait dès lors entrevoir un usage excessif du pouvoir par l'autorité qui a pris la décision⁷.

Ainsi, il a été retenu, dans le cadre de l'analyse de l'existence d'une violation de l'article 8 de la CEDH, que les demandeurs n'avançaient aucun élément démontrant une vie familiale réelle et effective, qui amènerait le tribunal, après avoir procédé à une appréciation équilibrée et raisonnable de tous les intérêts en jeu, à conclure au caractère disproportionnée des décisions fondées sur un manque de ressources stables, régulières et suffisantes de Monsieur

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que le recours en annulation est à rejeter pour n'être fondé en aucun de ses moyens.

⁵ Trib. adm., 27 juin 2018, n° 40477 du rôle, Pas. adm. 2020, V° Etrangers, n° 460 et l'autre référence y citée.

⁶ Courrier de Madame Divani contenu dans le dossier administratif.

⁷ Trib. adm. 12 février 2003, n° 15238 du rôle, confirmé par Cour adm., 4 novembre 2003, n° 16173 du rôle, Pas. adm. 2020, V° Recours en annulation, n°55, 2° tiret et les autres références y citées.

Partant, au vu des considérations qui précèdent, le recours en annulation est à rejeter pour être non fondé.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit le recours en annulation en la forme ;

au fond, le dit non justifié, partant en déboute ;

condamne les demandeurs aux frais et dépens.

Ainsi jugé par :

Hélène Steichen, premier juge,
Daniel Weber, premier juge,
Michèle Stoffel, premier juge,

et lu à l'audience publique du 14 juin 2021 par le premier juge Hélène Steichen, en présence du greffier Paulo Aniceto Lopes.

s. Paulo Aniceto Lopes

s. Hélène Steichen

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 15 juin 2021
Le greffier du tribunal administratif